

and the Quebec Savings Banks Act in respect of certain regulatory matters).—Sessional Paper No. 331-8/4J.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this matter (*Issue No. 1 which includes this report*) was tabled.

(*The Minutes of Proceedings and Evidence accompanying the Report are recorded as Appendix No. 123 to the Journals*).

Pursuant to Standing Order 106, petitions certified to be in order by the Clerk of Petitions, were presented as follows:

- two by the honourable Member for Ottawa—Carleton (Mr. Turner) concerning the proposed construction of an embassy on the National Capital Commission Mile Circle Parkland, in the City of Ottawa (331-358 and 331-359); and
- one by the honourable Member for Moncton (Mr. Cochrane) concerning the downgrading of CN shops in the City of Moncton (331-360).

Pursuant to Standing Order 64(6), the following Question was made an Order of the House for a Return:

No. 455—*Mr. Heap*

1. Since the implementation of the New Immigration Act in 1978, how many deportations occurred for the year (a) April 1979 to March 1980 (b) April 1980 to March 1981 (c) April 1981 to March 1982 (d) April 1982 to March 1983 (e) April 1983 to March 1984 (f) April 1984 to June 1985?

2. What types of immigration violations caused these deportations?

3. Were the deportees returned to their countries of origin and (a) if so, what were they (b) if not, how many were sent to other countries and which ones?

4. Of the total number of deportations which occurred between April 1979 and June 1985, how many (a) were permanent residents in Canada for more than 5 years (b) came to Canada as landed immigrants prior to (i) 21 years old (ii) 5 years old?—Sessional Paper No. 331-2/455.

Mr. Lewis, Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, presented,—Return to the foregoing Order.

The House resumed debate on the motion of Mr. Côté (Langelier), seconded by Mr. Hnatyshyn,—That Bill C-91, An Act to establish the Competition Tribunal and to amend the Combines Investigation Act and the Bank Act and other Acts in consequence thereof, be now read a second time and referred to a Legislative Committee.

And debate continuing;

fiducie, la Loi sur les banques et la Loi sur les banques d'épargne de Québec à l'égard de certaines questions réglementaires).—Document parlementaire n° 331-8/4J.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages relatifs à ce rapport (*fascicule n° 1 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 123 aux Journaux*).

Conformément à l'article 106 du Règlement, les pétitions suivantes, certifiées conformes par le greffier des pétitions, sont présentées:

- deux par l'honorable député d'Ottawa—Carleton (M. Turner) sur le projet de construction d'une ambassade dans le parc Mile Circle de la Commission de la Capitale nationale, dans la ville d'Ottawa (331-358 et 331-359); et
- une par l'honorable député de Moncton (M. Cochrane) sur la réduction des activités des ateliers du CN dans la ville de Moncton (331-360).

Conformément à l'article 64(6) du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 455—*M. Heap*

1. Depuis la mise en œuvre de la nouvelle Loi sur l'immigration en 1978, combien y a-t-il eu d'expulsions au cours de l'année (a) d'avril 1979 à mars 1980, (b) d'avril 1980 à mars 1981, (c) d'avril 1981 à mars 1982, (d) d'avril 1982 à mars 1983, (e) d'avril 1983 à mars 1984, (f) d'avril 1984 à juin 1985?

2. Quels genres d'infractions à la Loi sur l'immigration sont à l'origine de ces expulsions?

3. Les personnes expulsées ont-elles été retournées dans leur pays d'origine et, (a) dans l'affirmative, lesquels, (b) sinon, combien ont été renvoyées dans d'autres pays et lesquels?

4. Parmi toutes les personnes expulsées entre avril 1979 et juin 1985, combien (a) étaient résidents permanents au Canada depuis plus de cinq ans, (b) sont arrivées au Canada à titre d'immigrants reçus avant (i) l'âge de 21 ans et (ii) l'âge de cinq ans?—Document parlementaire n° 331-2/455.

M. Lewis, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Côté (Langelier), appuyé par M. Hnatyshyn,—Que le projet de loi C-91, Loi constituant le Tribunal de la concurrence et modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité législatif.

Le débat se poursuit;